



Mieux vivre

EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

GRAND ANGLE PAGES 5 À 9



FOCUS - CULTURE

**Interview de
Pascale Bonniel Chalier**
(PAGE 10)

BILAN DE MI-MANDAT

**Notre tournée
des panneaux verts !**
(PAGE 15)

RIPOSTE

**Nos actions contre le cumul de
mandats de Laurent Wauquiez**
(PAGES 16)

5 décembre 2024



Pour des services publics à la hauteur

À Lyon (69), nous défendons retraites, remboursements de santé et emploi. Avec les syndicats, nous demandons des salaires revalorisés et un service public fort !

Plus d'info ↓



7 juillet 2025



Et si l'énergie solaire était l'avenir ?

Nous avons visité l'Institut national de l'énergie solaire au Bourget-du-Lac (73), centre d'excellence porté par le CEA, acteur clé de la recherche française.

Plus d'info ↓



5 décembre 2025



Lutter contre la pauvreté, ensemble !

Avec ATD Quart Monde AuRA, un constat : lutter contre la pauvreté se construit avec celles et ceux qui la vivent. Droits, dignité, égalité.

Plus d'info ↓



12 janvier 2026



Des emplois locaux pour les besoins essentiels

À la rencontre d'entreprises iséroises innovantes qui créent des emplois non délocalisables, valorisent les ressources locales et répondent aux besoins essentiels.

Plus d'info ↓



Non aux lois Duplomb !

Pendant quelques mois, nous étions dans les rues de tout le territoire pour dire non aux deux lois Duplomb, nocives pour nos assiettes et nos agriculteurs/rices.

Plus d'info ↓



ÉDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

Nous vous retrouvons pour notre rendez-vous annuel, avec ce Papier de Vert que nous avons tous les ans plaisir à vous livrer. Dans ces pages, nous nous efforçons de rendre compte de notre action, mais également de rendre visible celles et ceux qui agissent pour notre région.

Cette année, de nombreux événements sont venus percuter de plein fouet nos vies, nos habitudes et nos certitudes : la multiplication des conflits armés dans le monde, leur impact sur le coût de la vie, les événements climatiques toujours plus intenses et ravageurs, le durcissement et la polarisation du débat public, la casse organisée des lois protectrices de l'environnement mais aussi des services publics. Dire que cela n'affecte pas notre vision commune de l'avenir serait mentir.

Et pourtant, nous voyons tous les jours des femmes et des hommes construire des solutions pour une région qui s'adapte, qui protège et qui permette à toutes et à tous de bien vivre. Nous rencontrons des associations, remparts face à l'absence de services publics. Nous échangeons avec des entreprises qui prennent leur part dans la résilience de nos territoires. Nous visitons des lieux où les habitant-es se retrouvent, recréent du lien concret, vivant, vibrant. Face au renfermement et aux peurs, nous voyons éclore une véritable force de proposition et de résistance.



← Notre site internet

Alors cette année, à nouveau mais plus fort que jamais, nous avons porté cette voix au sein du conseil régional. À coup d'amendements, d'interventions en assemblée, de rencontres, de mise en réseau et d'actions juridiques, nous avons porté cette voix.

Comment bien vivre en Auvergne-Rhône-Alpes ? Pour nous, la réponse est simple : avec des trains accessibles et peu chers, avec des lycées rénovés et inclusifs, avec une alimentation locale et bio, avec des associations fortes et sécurisées dans leurs financements, avec un tourisme qui prend soin des espaces, avec des entreprises ancrées dans leurs territoires, avec une culture vivante et irrévérencieuse.

Alors merci à vous toutes et tous qui agissez au quotidien pour tout cela. Nous nous engageons à nouveau auprès de vous à faire vivre l'alternative pour que demain, la région Auvergne-Rhône-Alpes prenne sa juste part.

Natacha Muracciole, co-présidente, conseillère régionale du Cantal
Maxime Meyer, co-président, conseiller régional de l'Ain

Papierdevert

L'écologie qui décape en Auvergne-Rhône-Alpes

Direction de publication : Natacha Muracciole, Maxime Meyer

Rédaction : Véronique Vermorel, Pascale Bonniel Chaliér, Natacha Muracciole, Alban Perret, Olivier Ruiz, Kenza Darrot, Gaëlle Faloya, Armand Dangremont et Arthur Gravier

Graphisme : Olivier Ruiz

Impression : IML Communication, imprimerie éco responsable certifiée PEFC et IMPRIM'VERT (Saint-Martin-en-Haut, Rhône)

Tirage : 2000 exemplaires - Edition de juillet 2026



EN BREF

La surenchère sécuritaire continue dans les lycées

Après les caméras et portiques, la Région veut expérimenter des scanners corporels et déployer des brigades cynophiles dans les lycées. Nous avons dénoncé ces mesures de communication qui entretiennent une logique de suspicion envers les jeunes. Prévenir violences et addictions passe par la relation humaine et la prévention, pas la surveillance.



L'argent public ne doit pas financer les réseaux d'extrême droite

À plusieurs reprises, nous avons alerté sur les subventions régionales accordées à des structures liées à Pierre-Édouard Stérin (CERIF, LIFT, spectacle « Murmures de la Cité », etc.). Nous ne sommes pas dupes ! Nous refusons que des fonds publics servent à soutenir des projets porteurs d'une vision réactionnaire de la société et demandons la transparence dans l'attribution des aides régionales.

À quand une prise de position de la Région sur le conflit au Moyen-Orient ?

Après des dizaines de milliers de morts à Gaza et un conflit qui se propage au Liban, appeler à respecter cessez-le-feu, ce n'est pas choisir un camp. Après la condamnation régionale unanime des crimes du Hamas le 7 octobre 2023, il est temps que la Région s'oppose également aux horreurs perpétrées contre les civils palestiniens et libanais par le gouvernement israélien.

Hydrogène : l'heure des comptes a sonné

L'estimation des aides régionales à la filière hydrogène s'élève à plusieurs dizaines de millions d'euros dans notre région. En dépit de ces aides publiques, la filière est au point mort et des entreprises sont en grande difficulté. Alors que les rapports pleuvent sur les aides aux entreprises sans contrepartie en matière d'emplois, de durabilité, nous demandons un bilan transparent de la filière dans la région.

Portrait de Quentin Deranque : refuser l'instrumentalisation politique

Respecter le deuil d'une famille ne peut justifier l'héroïsation de l'engagement d'un militant néonazi encore moins son instrumentalisation politique. Nous avons dénoncé l'affichage du portrait de Quentin Deranque sur l'Hôtel de Région et demandé son retrait avec les groupes de gauche, obtenant ainsi gain de cause.



Notre communiqué de presse
commun avec la gauche régionale ↑

GRAND ANGLE



© Illustration par Julien Collignon

MIEUX VIVRE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Faire de la santé mentale une politique qui protège, répare et crée du lien

La santé mentale a pris une place importante dans les préoccupations des Françaises depuis la Covid-19. La pandémie a fait ressortir un manque de moyens sur cet enjeu, principalement à destination des jeunes.

En 2025, l'État en a fait sa grande cause nationale en mettant en place des dispositifs comme le 3114, mais tout cela est insuffisant face à la gravité de la situation.

Nous devons agir à l'échelle de notre région pour soulager au mieux notre jeunesse. Des solutions sont à notre portée. En Occitanie, un Plan Jeunesse a été mis en place, dont une large part est consacrée à la santé mentale. Une autre politique est donc possible. Nous devons passer d'une politique de la peur et du repli sur soi à une politique de l'empathie, du lien et de la solidarité. Les jeunes ont besoin pour se construire, de relations humaines, de bienveillance et d'exigence, pas de machines de surveillance.

Une agro-écologie rémunératrice au service de toutes et tous

Dans notre région, le revenu moyen des paysan·nes est le plus bas de France et les situations d'endettement sont en hausse.

Notre région était pionnière en agriculture biologique. Riche de sa diversité agricole, elle doit redevenir une locomotive pour la transition agro-écologique.

Fruits, légumes, viandes bovine et ovine, poulets Label rouge, fromages en AOP, produits biologiques, autant d'atouts pour une alimentation locale et de qualité. Valorisons ces produits dans la restauration collective, pour nos enfants, nos étudiant·es et nos personnes âgées. Mettons en place des cantines exemplaires dans les lycées qui sont sous la responsabilité de la Région. Construire avec les paysan·nes des filières courtes et bio, c'est protéger leur santé et leur permettre un revenu digne, c'est permettre une alimentation accessible à toutes et tous, saine, gustative et qui protège l'environnement.



Une montagne du 21^e siècle, protégée et accueillante

La montagne est une véritable sentinelle du climat, à observer de près et à protéger, en particulier pour sa ressource en eau et sa biodiversité. La montagne ne doit plus être uniquement considérée comme un paysage de carte postale ou un terrain de sport, mais bien comme un milieu particulièrement fragile dont il faut prendre soin.

Avec le plan montagne 2 de la droite régionale, c'est 100 millions d'euros qui sont investis pour maintenir les stations de ski sous perfusion et financer des canons à neige. Leur but est de faire perdurer le plus longtemps possible un modèle du 20^e siècle sans aucun véritable accompagnement à la transition.

Ce modèle prôné par la Région exacerbe la concurrence entre les stations qui doivent se partager une clientèle de moins en moins nombreuse et investir de plus en plus pour produire la neige manquante et attirer les plus privilégiées.

Dans ce contexte, la tenue des Jeux olympiques et paralympiques 2030 dans les Alpes françaises fera perdurer un système qui détériore l'environnement et pèse sur les finances des collectivités locales.

Une autre politique est possible. Nous prôtons une nouvelle relation à la montagne, plus harmonieuse et respectueuse des territoires, au profit de l'ensemble des habitant-es. Cela doit passer par un tourisme durable et de quatre saisons, à taille humaine.

Pour ce faire, nous devons accompagner les stations dans un travail d'anticipation sur la baisse de l'enneigement. Rien n'est pire

pour une station et ses habitant-es que de se retrouver au pied du mur face à la fermeture et l'arrêt de l'activité.

S'adapter, c'est considérer qu'un plan montagne ne peut se résumer à la glisse. Nous avons besoin d'une diversité des activités économiques, tertiaires, agricoles, artisanales, de la mise en valeur de la biodiversité, de la forêt et d'utiliser le bois local dans nos marchés publics. C'est aussi adapter le patrimoine immobilier à de nouveaux usages qui offrent la possibilité de séjourner en montagne sur une plus longue période de l'année.



Une Région écologiste, c'est une Région qui protège sa biodiversité et l'accès à la nature

Sur les zones Natura 2000, plus vaste réseau d'espaces naturels préservés du monde, l'action de la Région, c'est : diminution des financements, attaques en direction des animateurs·rices et reprise en main de la gouvernance, comme pour les parcs naturels régionaux.

Pourtant, pour une politique de protection de la

L'exécutif nourrit le fantasme du chasseur comme unique représentant des territoires ruraux mais nos ruralités sont bien plus diverses que cette image désuète.

biodiversité, les associations et les acteurs·rices doivent être au cœur des dispositifs. Or, la Région fait le choix de les affaiblir au profit des associations de chasse. L'exécutif nourrit le fantasme du chasseur comme unique représentant des territoires ruraux mais nos ruralités sont bien plus diverses que cette image désuète.

Nous devons dorénavant instaurer un droit à la nature pour un plus grand accès à des espaces verts et naturels et pour plus

d'égalité sociale et territoriale. La nature doit désormais être vue et défendue comme un patrimoine collectif face à la privatisation et l'artificialisation des sols.



Passer le cap d'une mobilité durable, accessible à toutes et tous

Le contexte économique et climatique actuel rappelle que la voiture peut être une prison financière autant qu'un gouffre écologique : elle est coûteuse tout en aggravant le changement climatique. Nous devons donc réinventer les mobilités : décarbonées, solidaires, abordables sans jamais oublier les habitant·es les plus éloigné·es.

La Région doit donc réinvestir dans les transports en commun et notamment dans le train : stopper l'ouverture à la concurrence, rouvrir les lignes qui permettent un accès au train aux territoires ruraux. Elle doit également permettre un transport accessible aux jeunes pour se déplacer partout et un transport scolaire étendu et solidaire.

La voiture individuelle reste la mobilité de nombreux·ses habitant·es de la région. Pour cela, nous devons nous tourner vers des dispositifs de leasing social permettant, grâce à un soutien public, de louer un véhicule électrique pour un coût réduit.

Le monde associatif, colonne vertébrale de notre solidarité

Vivre dignement, c'est pouvoir compter sur un tissu de solidarités solide. Aujourd'hui menacé, le secteur associatif fait preuve d'une remarquable résilience et donne des leçons d'espoir, de résistance et de liberté. Il reste, dans la vie des citoyen·nes, le premier lieu d'apprentissage du collectif, de l'innovation sociale et sociétale.

Quand les services publics reculent, les associations sont les premières à tenir bon. Elles créent du lien, transmettent des savoir-faire, accompagnent la santé, l'environnement ou encore la défense des droits fondamentaux. En France, le secteur associatif représente près de 2 millions d'emplois et bien plus encore de bénévoles engagées au quotidien. Pourtant, les associations voient leurs subventions baisser ces dernières années. Face à ce constat, notre groupe défend un soutien public renforcé et durable : une société ne tient que si celles et ceux qui la font vivre peuvent, eux aussi, vivre de leur engagement.

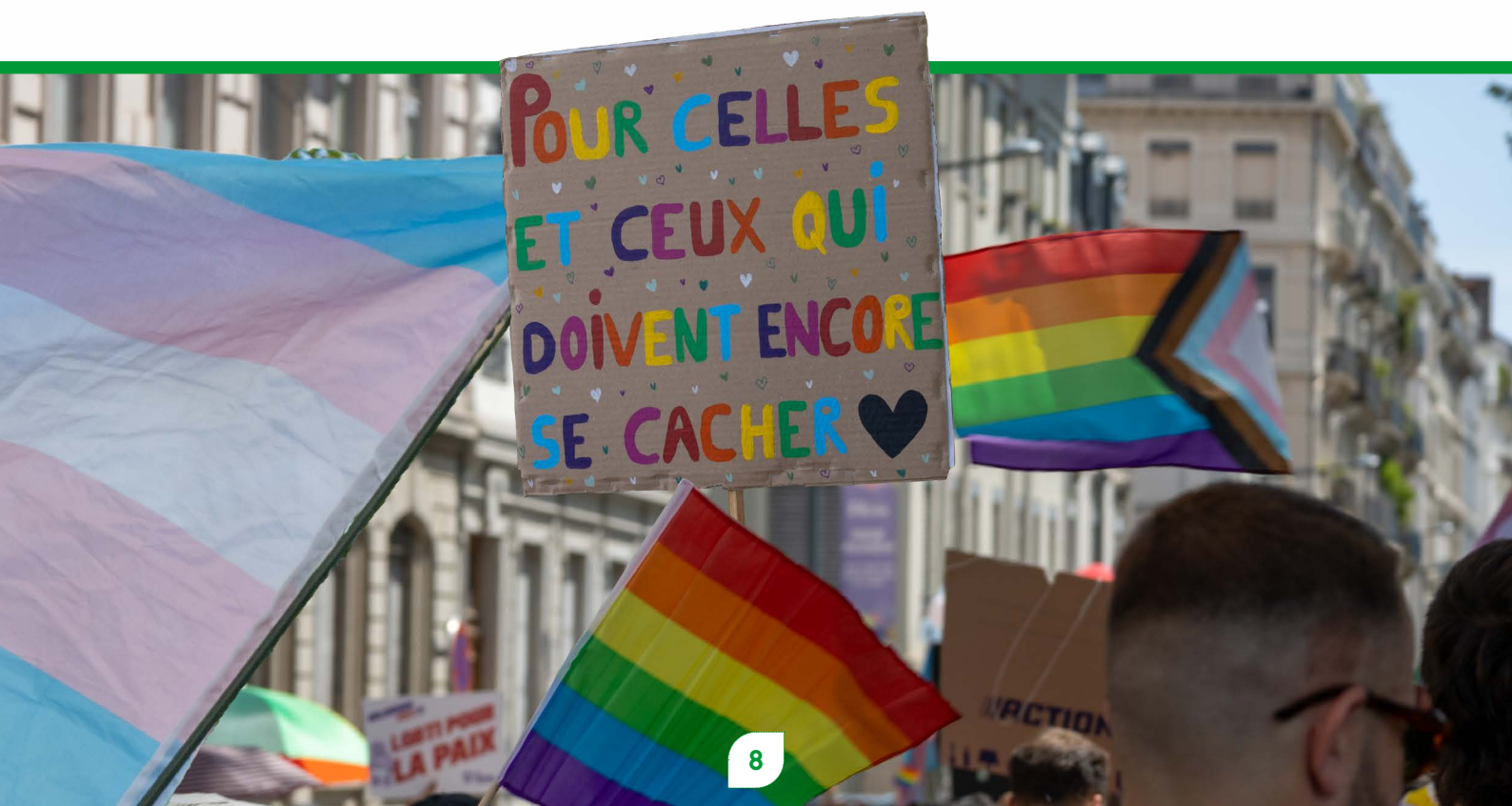
Soutenir les associations, c'est également soutenir les luttes des associations féministes et enfantistes sur les violences sexistes et sexuelles. En France, 47 % des féminicides ont lieu en territoire rural, alors que ces territoires ne représentent que 30 % de la population.

Isolement, éloignement des services, précarité : les femmes victimes de violences y cumulent les difficultés. Notre groupe porte le renforcement du plan régional de lutte contre les violences faites aux femmes, avec une attention particulière aux territoires ruraux et à la jeunesse. L'expertise des associations est précieuse pour nous apporter témoignages et solutions concrètes.

**L'expertise des associations est précieuse
pour nous apporter témoignages
et solutions concrètes.**

En France comme dans notre région, les actes L G B T Q I A + p h o b e s continuent d'augmenter. Derrière les chiffres, des jeunes qui se taisent, des personnes qui ont

peur. Une Région écologiste, c'est une Région inclusive et solidaire. C'est pourquoi nous réaffirmons notre soutien aux associations locales qui accompagnent et protègent les personnes LGBTQIA+, pour que chacun·e puisse vivre sa vie, tout simplement, en sécurité et avec dignité.



Défendre la formation professionnelle, un outil de notre économie régionale

Dans notre région, la formation professionnelle a été durement abîmée depuis 10 ans, avec un budget divisé par deux. Cela a lourdement affecté les personnes les plus éloignées de l'emploi. Il est urgent de renforcer les réseaux fragilisés et défendre les acteurs·rices de l'insertion professionnelle.

Résorber la fracture entre personnes privées d'emploi et entreprises cherchant à recruter, c'est agir pour l'économie de notre région. Redonner des moyens à la formation professionnelle, c'est permettre aux entreprises de trouver des salarié·es formé·es et compétent·es. C'est investir dans les métiers en tension et développer les métiers de demain, notamment dans la transition écologique, pourvoyeurs de centaines de milliers d'emplois non délocalisables. C'est aussi investir pour défendre le maintien de filières industrielles et artisanales qui font la richesse de notre territoire.



Faire de la pratique sportive une vraie politique régionale

Le sport doit être une politique à part entière de la Région. Il est source d'épanouissement personnel et collectif, d'insertion sociale et ses bienfaits sur la santé physique et mentale sont reconnus. Cela suppose une accessibilité renforcée à toutes et tous, sur tout le territoire, avec des équipements adaptés, renouvelés et sobres en énergie.

Or l'exécutif régional n'a pas fait ce choix. Il se contente, comme trop souvent, d'une politique clientéliste et d'effets d'affichage : 78 millions d'euros consacrés à des minibus bleus à l'effigie de la Région, plutôt que d'investir dans l'insertion, la diversité, le sport adapté ou le désenclavement rural.

Sortons des coups de communication pour recentrer l'action régionale sur les besoins réels des habitant·es : équipements durables, accessibilité pour toutes et tous, soutien aux clubs et bénévoles. Le sport mérite mieux qu'un guichet clientéliste !

FOCUS CULTURE

Pour cette quatrième édition du Papier de Vert, nous mettons en lumière la culture. Face à une majorité régionale qui manque d'ambition pour ce secteur essentiel, notre groupe porte des propositions pour soutenir la création, renforcer les coopérations entre les territoires et accompagner la transition écologique. Retrouvez l'entretien avec Pascale Bonniel Chalié, conseillère régionale écologiste de la Métropole de Lyon et commissaire de la commission Culture.

Comment redonner de l'ambition au soutien régional à la création artistique et aux enseignements artistiques ?

Pascale Bonniel Chalié : « Dans un premier temps, il faut rétablir les subventions pour les secteurs artistiques et culturels qui ont le plus souffert des baisses drastiques de la Région auxquelles se sont ajoutées de fortes diminutions du ministère de la Culture. Dans le secteur du spectacle vivant et de la création contemporaine, des centaines d'emplois locaux sont menacés. Les équipes artistiques sont fragilisées, les programmeurs ont perdu leur capacité de coproduction et les écoles d'art

souffrent. Il s'agit de renforcer la chaîne de valeurs pour redynamiser les secteurs. De plus, l'ingérence de l'exécutif régional a insécurisé les acteurs-rices culturelles; il est urgent de redonner confiance et de garantir la liberté de création et de programmation. »

Comment faire de la culture un levier d'égalité entre tous les territoires de la région ?

PBC : « En reconstruisant des capacités à agir pour les équipes culturelles et si on encourage la coopération entre les territoires (sous forme de contrat de réciprocité Ville / Campagne), la circulation des productions (spectacles, expositions, etc.) bénéficiera à plus d'habitants. Il faudra dans un premier temps renforcer le financement des conventions territoriales d'éducation artistiques et culturelles (CTEAC) qui sont des dispositifs de coopération efficaces. On doit aussi favoriser l'implantation des équipes ou proposer des résidences longues de territoires à la campagne comme dans les banlieues urbaines, afin de renforcer l'action culturelle de proximité, ce qui permet de mieux défendre les droits culturels. »

Comment accompagner la transition écologique du secteur culturel en Auvergne-Rhône-Alpes ?

PBC : « La Région Bretagne a adopté un plan intitulé « De la culture à la permaculture » : une autre manière de voir pour une autre manière de faire qui décrit les ambitions et prévoit les conventions avec la DRAC et l'ADEME. Dans notre Région, il faut démarrer par une concertation avec les représentants des différentes filières et avec les autres collectivités territoriales puisque nos politiques culturelles sont basées sur des financements croisés. La transition écologique nécessite des diagnostics, puis des accompagnements spécifiques au changement selon les types d'institutions. Par exemple, on évalue aisément l'empreinte carbone des festivals et on connaît les marges de manœuvre pour baisser les impacts en matière de déplacements, d'alimentation ou de consommation d'énergie. Certains responsables se sont déjà montrés très volontaristes mais ils et elles ne peuvent pas agir seuls. Il faut prévoir des encouragements et collectiviser les solutions et les expertises. »



ENTRETIEN AVEC

Pascale Bonniel Chalié

Conseillère régionale
de la Métropole de Lyon

FOCUS LYCÉES



Des lycées encore et toujours en mauvais état

Interpellé par des parents d'élèves, des enseignant-es, des organisations syndicales et des lycéen-nés, notre groupe n'a de cesse d'alerter sur l'état déplorable des lycées. Mission Lycées, menée avec les groupes de gauche, avait en outre déjà mis en évidence un constat sans appel : il y a encore et toujours des lycées en mauvais état en Auvergne-Rhône-Alpes.

Les problèmes rencontrés dans les lycées sont légion : vétusté du bâti, bâtiments non accessibles, manque d'isolation, ateliers inadaptés, etc. Ces dysfonctionnements graves mettent à mal les conditions de travail des personnels et des élèves. Repenser et adapter l'isolation des bâtiments est d'autant plus urgent que les épisodes de chaleur intense se multiplient.

Une grande majorité des réponses à notre questionnaire, adressé à la suite de l'épisode de canicule de juillet 2025, montre que la Région n'a pas accompagné les lycées.

Elle n'a par ailleurs consacré que 0,8 % de son budget annuel à la rénovation énergétique des bâtiments et 0,05 % à la végétalisation, loin des besoins des lycées.

Nous réaffirmons l'urgence d'adopter un plan pluriannuel d'investissements pour assurer la rénovation énergétique, la végétalisation et la mise en accessibilité des établissements afin d'offrir aux élèves des conditions optimales d'apprentissage. La Région, propriétaire des bâtiments des lycées publics, peut et doit, avec l'Etat, tout mettre en œuvre pour en garantir le bon état.

SUR LE FRONT

Le monde associatif sacrifié

Le 21 mai, nous étions aux côtés des associations mobilisées place Bellecour à Lyon pour dénoncer des coupes budgétaires qui fragilisent tout le tissu associatif. Culture, solidarité, jeunesse, environnement, accès aux droits : partout, des structures voient leurs moyens diminuer alors qu'elles assurent des missions essentielles d'intérêt général. Plutôt que de soutenir durablement le fonctionnement des associations

et leurs emplois, la majorité régionale privilégie des dépenses de communication ainsi que des financements contestables et sans critère connu. Nous refusons cette politique qui affaiblit les libertés associatives et met en difficulté celles et ceux qui font vivre nos territoires au quotidien. Les associations ont besoin de moyens pérennes, pas de décisions arbitraires.



Quand la Région fait pression sur les universités

Le 2 avril 2026, à l'occasion de l'assemblée plénière, nous étions aux côtés des organisations syndicales rassemblées devant l'Hôtel de Région pour défendre l'enseignement supérieur public. Depuis plusieurs mois, l'exécutif régional multiplie les attaques contre l'Université Lumière Lyon 2 et utilise le levier financier pour faire pression sur son fonctionnement, allant jusqu'à suspendre près de 20 millions d'euros de

financements. Cette décision pénalise directement les étudiant·es, les enseignant·es et les personnels, alors que les universités publiques traversent déjà une grave crise budgétaire. Nous refusons ces ingérences politiques. Les universités doivent rester des lieux de savoir, de débat et de recherche, libres, autonomes et dotés des moyens nécessaires pour remplir leurs missions.

Notre vidéo explicative →





Non aux grands projets inutiles !

RN88, A412, déviation de Saint-Péray, etc. Partout dans la région, nous nous mobilisons contre des projets routiers d'un autre temps qui détruisent des terres agricoles, artificialisent les sols, menacent la biodiversité et aggravent les émissions de gaz à effet de serre. La RN88 représente un gouffre financier pour un gain de temps dérisoire, tandis que la déviation de Saint-Péray sacrifie des terres agricoles sans résoudre durablement les problèmes de

circulation d'un département qui attend toujours le retour des trains voyageurs. Quant à l'A412, elle menace des espaces naturels et agricoles majeurs dans le Chablais.

Pourquoi, face au dérèglement climatique, continuer à porter des projets climaticides ?

Bien que nous n'ayons trop souvent pas d'autres choix que d'utiliser la voiture individuelle, pourquoi, face au dérèglement climatique, continuer à porter des projets

climaticides ? Nous avons mieux à faire pour aménager nos territoires et garantir le droit à la mobilité pour toutes et tous : train, transports publics, mobilités actives, etc. Aux côtés des habitant·es, des associations et des collectifs mobilisés, nous proposons des alternatives concrètes à tous ces projets routiers et continuerons à défendre la beauté de nos paysages face à l'emprise du béton et du bitume et une utilisation de l'argent public tournée vers l'intérêt général.

Désindustrialisation : il est grand temps de passer du discours à l'action



Fleuron de la chimie, Polytechnyl a été bradé à un fonds d'investissement prédateur conduisant à la perte de près de 550 emplois. Ce scénario fait écho à ce qui se produit partout en France : les collectivités financent les infrastructures, l'État accompagne les restructurations, mais quand les difficultés apparaissent, les sites ferment et les territoires restent exsangues. Derrière ce phénomène de désindustrialisation, ce sont brevets, savoir-faire et foncier industriel qui se perdent. Pourtant, des solutions existent. Des salarié-es de Polytechnyl ont proposé un projet concret, plus vertueux. À l'heure où l'on entend les responsables politiques multiplier les déclarations sur la réindustrialisation, nous invitons les pouvoirs publics à engager un plan d'urgence pour éviter le démantèlement de nos industries et la fuite de nos savoir-faire : financements, nationalisations provisoires, etc.

L'OFB, le bouc émissaire du Wauquisme

Surfant sur le discours « anti-institution », Laurent Wauquiez a appelé à la suppression pure et simple de l'Office français de la biodiversité. Cette volonté d'éliminer l'ensemble des acteurs-rices travaillant sur les sujets environnementaux s'inscrit à la suite des attaques menées contre le droit environnemental et pour une dérégulation des pratiques agricoles. Plutôt que de proposer de réelles solutions aux difficultés du monde agricole, la Région se lance dans une

dérive dangereuse et totalement irresponsable. Les agent-es de l'OFB sont essentielles afin de préserver la biodiversité et d'assurer des conditions d'exploitation respectueuses de la santé des agriculteurs-rices. Nous croyons que l'avenir de notre agriculture passe par l'accompagnement et l'innovation et non par le détricotage des garde-fous environnementaux qui fragilise les populations, les espèces vivantes, la nature et la santé.





Bilan de mi-mandat : notre tournée des Panneaux Verts



À mi-mandat, nous avons choisi d'aller à votre rencontre dans toute la région. Réunions publiques, tables rondes et moments festifs : cette tournée des Panneaux Verts a été l'occasion de dresser le bilan de notre action au conseil régional. Tout au long de la tournée, des invité·es engagé·es sont venues nourrir les échanges autour des grands enjeux de nos territoires. Cette tournée a été l'occasion d'échanger avec les habitant·es pour construire ensemble l'alternative pour demain. De la démocratie alimentaire en Haute-Loire à la préservation de l'eau en Savoie, de la défense des libertés associatives dans la Drôme à la protection des espaces naturels à Anse, en passant par les échanges organisés dans l'Isère, la Loire, l'Allier ou le Cantal, chaque étape a mis en lumière les défis et les attentes propres à chaque territoire. Ces

rencontres ont aussi été l'occasion de présenter les 13 propositions que nous portons pour 2028 : rénover les lycées, renforcer les trains du quotidien, soutenir durablement les associations, accompagner la transition de la montagne, développer une agriculture rémunératrice, investir dans la santé, la formation et les services publics de proximité, etc. Autant de solutions concrètes pour améliorer le quotidien. Face aux choix de l'exécutif régional, nous faisons le pari d'une région plus écologique, plus juste, plus solidaire et plus démocratique, construite avec celles et ceux qui la font vivre chaque jour.



LAURENT WAUQUIEZ

PRÉSIDENT DE FAIT ?



← Notre vidéo sur
le non-cumul du mandat



Notre vidéo sur le soupçon
de détournement de fonds publics →

Député depuis 2024, Laurent Wauquiez est soumis à la loi sur le non-cumul des mandats, le conduisant à démissionner de son rôle de président de Région. Il avait alors pris la fonction de « conseiller spécial ». Une mise en scène aussi fausse qu'orchestrée, car tout concourt à le présenter comme un membre à part entière de l'exécutif régional, faisant ainsi fi de la loi.

Son omniprésence ne laisse guère de doute quant à cette combine destinée avant tout à promouvoir ses ambitions politiques personnelles. Déplacements, annonces et opérations de communication se succèdent, souvent sur des sujets emblématiques de son positionnement politique ou directement liés à son territoire, et notamment à sa circonscription. Cette pratique interroge sur l'usage des deniers publics et sa finalité, dessinant un possible détournement de fonds publics.

L'argent public régional ne peut pas servir une communication politique personnelle.

Ces interrogations sont d'autant plus fortes que la Région refuse, encore une fois, de faire preuve de transparence, en ne transmettant pas les notes de frais liées au mandat de « conseiller spécial », que nous avons demandées. L'argent public régional ne peut pas servir une communication politique personnelle.

En conséquence, nous avons écrit à la préfète de Région, au Conseil constitutionnel et à l'Assemblée nationale afin de signaler la situation de cumul de mandats de Laurent Wauquiez. Dans la continuité des actions déjà engagées et face au refus de la Région de communiquer les notes de frais demandées, nous avons

décidé de faire un recours auprès de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA). Pour le détournement de fonds publics, nous avons désormais remis le dossier entre les mains du procureur.

SUPPRESSION DES AIDES FACULTATIVES DU PASS'RÉGION :

VICTOIRE EN APPEL CONTRE LES ABUS DE POUVOIR DE LA RÉGION DANS LES LYCÉES

Lors de son arrivée à la tête de la Région en 2021, Laurent Wauquiez a une obsession : la sécurité. L'intitulé de sa première délibération est d'ailleurs « Priorité à la sécurité ». Dans la continuité de cette première délibération, une seconde, prise en mars 2022 intitulée « Droits et devoirs », décide de supprimer les aides régionales du Pass'réunion aux élèves qui commettraient des incivilités.

Contre cette délibération, Véronique Vermorel a déposé un recours en mars 2022 au tribunal administratif de Lyon qui lui a donné raison ! Le juge a estimé que le terme d'incivilité est imprécis, que la sanction (retrait d'une aide) n'est pas proportionnée à la supposée gravité de l'acte commis. Enfin, et c'est plus grave, la Région ne connaît pas la nature exacte de l'acte commis et, ce faisant, est incapable de justifier sa décision à l'usager.

Eh oui, parce que la Région n'en a pas le pouvoir, au sein des lycées, elle ne peut pas se substituer au chef d'établissement et à ses instances, seules souveraines sur des questions de gestion courante, comme celles de sanction et de sécurité !

La Région a fait appel. Mais en juin 2026, la cour d'appel administrative de Lyon a maintenu son jugement.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF



NOUVELLE CO-PRÉSIDENTENCE



Après plus de deux ans en tant que co-présidente du groupe, Cécile Michel, conseillère régionale du Rhône, a passé le relais afin d'honorer ses nouvelles fonctions de 1ère adjointe à Condrieu et de vice-présidente à l'agglomération de Vienne Condrieu. L'intégralité du groupe les Écologistes la remercie pour son engagement et la félicite pour cette nouvelle aventure.

Nous sommes ravi-es de l'élection de Natacha Muracciole, conseillère régionale du Cantal, comme

nouvelle co-présidente et de la reconduction de Maxime Meyer, conseiller régional de l'Ain, en tant que co-président du groupe. Ce renouvellement interne illustre la volonté des Écologistes d'avoir un fonctionnement démocratique sain.

Premier groupe d'opposition, c'est avec détermination que l'ensemble des élu-es du groupe Les Écologistes continue à défendre la démocratie au sein de l'institution régionale et en dehors !

Les élu-es se forment

Tout au long du mandat, vos élu-es écologistes se forment afin d'acquérir un maximum de savoir sur l'ensemble des domaines d'intervention régionaux. Un budget alloué par la Région à la formation est réparti à la proportionnelle entre chaque élu.e du conseil régional.

Lors des formations, rencontres et échanges ont lieu

avec des acteurs-rices locaux (associations, élu-es, etc.) afin que les élu-es comprennent mieux les enjeux du territoire.

Lors des derniers mois, les élu-es écologistes se sont formé-es dans divers domaines, tels que les enjeux autour de la ressource en eau ou encore les politiques agricoles et pastorales dans les zones de moyenne montagne.

Ces formations permettent aux élu-es d'exercer correctement leur mandat.



ORGANIGRAMME

du groupe



Anne Babian-Lhermet (03)
anne.babian-lhermet@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Transports, Culture
et Formation professionnelle



Zerrin Bataray (73)
zerrin.bataray@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Économie
et Relations internationales



Jean-Pierre Béguin (73)
jean-pierre.begu@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Éducation
et Tourisme



Pascale Bonniel Chalié (69)
pascale.bonniel-chalié@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Éducation, Montagne
et Culture



Catherine Bony (42)
catherine.bony@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Éducation,
Handi-social et Culture



David Buisson (26)
david.buisson@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Sécurité
et Sports-JOP2030



Florence Cerbaï (07)
florence.cerbai@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Aménagement du territoire,
Tourisme et Relations Internationales



Albane Colin (01)
albane.colin@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Éducation
et Environnement



Alexandra Caron Cusey (73)
alexandra.cusey@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Économie
et Aménagement du territoire



Renaud Daumas (43)
renaud.daumas@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Agriculture
et Environnement



Vincent Gay (38)
vincent.gay@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Finances
et Santé



Maud Grard (26)
maud.grard@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Agriculture
et Handi-social



Fabienne Grébert (74)
fabienne.grebert@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Économie
et Tourisme



Pierre Janot (38)
pierre-henri.janot@auvergnerhonealpes.fr
Commission Aménagement du territoire,
Montagne et Sports-JOP2030



Benjamin Joyeux (74)
benjamin.joyeux@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Économie, Santé
et Relations internationales



Myriam Laïdouni (38)
myriam.laidouni@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Culture, Sécurité
et Relations internationales



Olivier Longeon (42)
olivier.longeon@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Transports
et Sécurité



Axel Marin (69)
axel.marin@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Finances
et Environnement



Maxime Meyer (01)
maxime.meyer@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Environnement
et Aménagement du territoire



Cécile Michel (69)
cecile.michel@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Transports
et Finances



Natacha Muracciole (15)
natacha.muracciole@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Montagne
et Handi-social



Fatima Parret (63)
fatima.parret@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Formation professionnelle
et Sports-JOP2030



Bénédicte Pasiecznik (69)
benedicte.pasiecznik@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Agriculture,
Sécurité et Santé



Olivier Royer (26)
olivier.royer@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Transports
et Formation professionnelle



Claudie Léger (73)
claudie.ternoy-leger@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Montagne
et Sports-JOP2030



Véronique Vermorel (38)
veronique.vermorel@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Formation professionnelle
et Finances



Grégoire Verrière (63)
gregoire.verriere@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Agriculture
et Tourisme



Anaïs Widiez (69)
anaïs.widiez@auvergnerhonealpes.fr

Commissions Handi-social
et Santé



Co-président-es



Membre de
la commission permanente

Toutes les informations
sur nos élu-es →



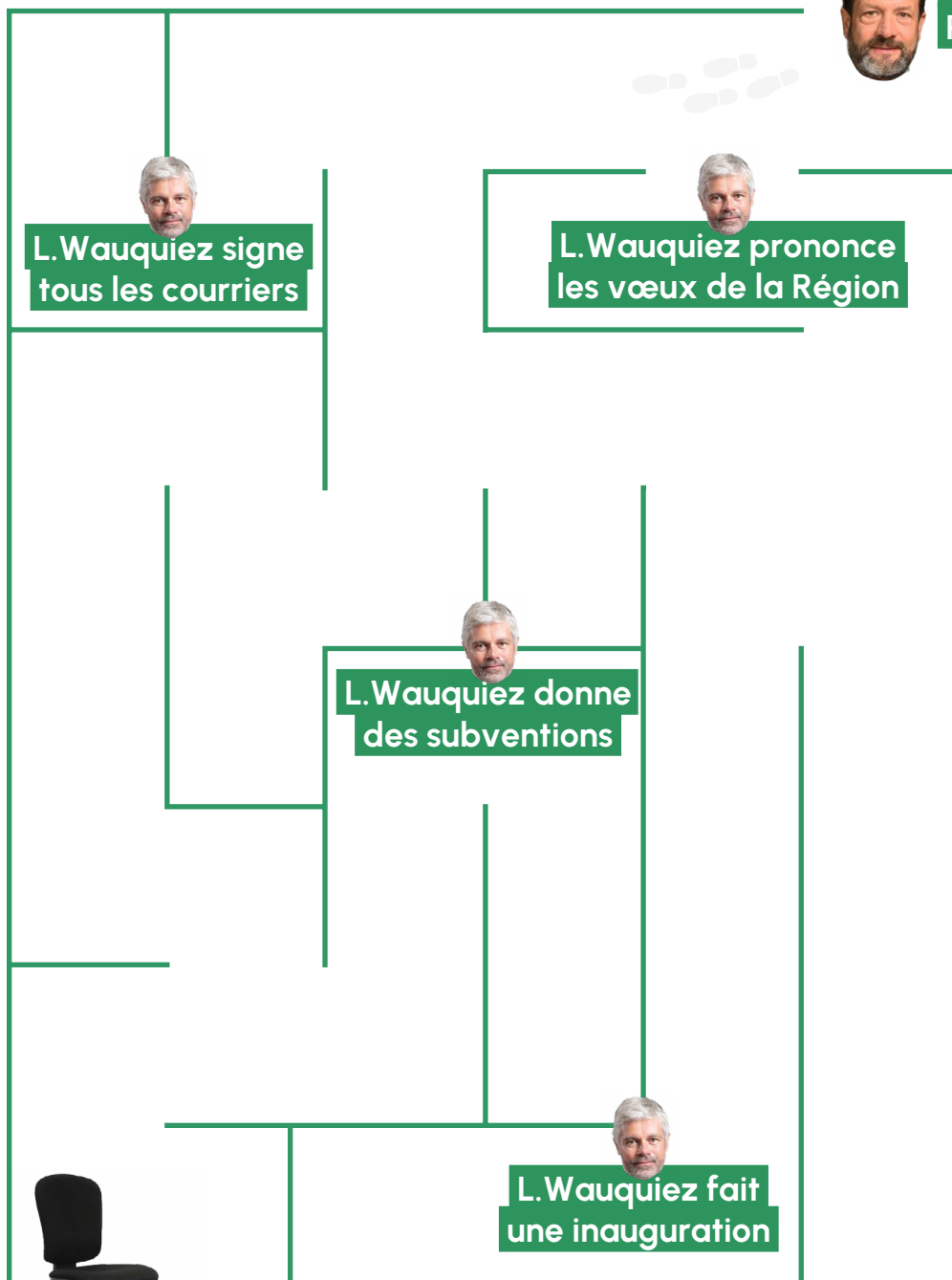
Aide Fabrice Pannekoucke à trouver son chemin pour être un véritable Président de Région

Depuis son arrivée à la présidence de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Fabrice Pannekoucke se fait constamment voler la vedette par son conseiller spécial et ancien président de Région, Laurent Wauquiez. À toi de l'aider à retrouver le chemin vers son fauteuil de président !

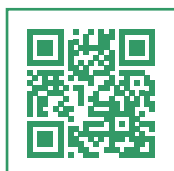
Mais attention, **le parcours est semé d'embûches.**



Fabrice Pannekoucke



Le fauteuil
du président de la Région
Auvergne-Rhône-Alpes



@ecologieaura
ecologieaura.fr
contact@ecologieaura.fr

Groupe les Écologistes
Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
101 cours Charlemagne
69269 Lyon Cedex 2


Les Écologistes
CONSEIL RÉGIONAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES